

Signaux contradictoires en provenance de la Corée du Nord

lundi 8 avril 2013, par Le Monde.fr (Date de rédaction antérieure : 8 avril 2013).

Sommaire

- [Crise en Corée : l'avertissement](#)
- [Corée du Nord : Paris « \(...\) »](#)

La Corée du Sud a souligné, lundi 8 avril, que la Corée du Nord était capable à tout moment d'effectuer un essai nucléaire tout en précisant qu'aucun élément n'accréditait l'imminence d'un tel essai, après avoir laissé entendre que des préparatifs en ce sens s'étaient récemment intensifiés. « *Il y a des activités* » sur le site atomique nord-coréen de Punggye-ri mais « *il semble s'agir d'activités de routine* », a déclaré le ministère de la défense, tandis que selon le ministère de la réunification, un essai n'apparaît pas « imminent ». Un peu plus tard, la Corée du Nord a annoncé qu'elle allait retirer les 53 000 employés du complexe industriel intercoréen de Kaesong, et le fermer temporairement.

Plus tôt, la presse sud-coréenne avait annoncé « *des mouvements de personnels et de véhicules au niveau du tunnel sud de la base d'essai nucléaire de Punggye-ri* », une activité « *similaire à celle observée avant le troisième essai nucléaire* ». « *Nous surveillons de près la situation, qui ressemble énormément à ce que nous avons vu avant le troisième essai* », avait précisé une source officielle citée par le journal *JoongAng Ilbo*. « *Nous tentons d'établir s'il s'agit d'une véritable préparation en vue d'un essai nucléaire ou d'un stratagème pour accentuer la pression sur la Corée du Sud et les Etats-Unis* », expliquait cette source.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a appelé lundi la Corée du Nord à éviter toute « *nouvelle provocation* ». « *La République populaire démocratique de Corée ne peut pas continuer comme cela, elle ne peut pas continuer à confronter et défier l'autorité du Conseil de sécurité et de la communauté internationale* », a-t-il ajouté à la suite d'une rencontre à La Haye avec le ministre des affaires étrangères néerlandais, Frans Timmermans.

TRANSPORT DE MISSILES

La Corée du Nord, qui a récemment installé deux missiles de moyenne portée sur sa côte est, pourrait également effectuer un tir d'essai cette semaine, dans une surenchère destinée à obtenir des concessions de Washington, par exemple sur une reprise sans condition des négociations sur le nucléaire civil.

Pyongyang a par ailleurs transporté en train, en début de semaine dernière, deux missiles Musudan et les a installés sur des véhicules équipés d'un dispositif de tir, selon Séoul. Le Musudan, montré publiquement pour la première fois à l'occasion d'un défilé militaire en octobre 2010, aurait une portée théorique de 3 000 kilomètres, soit la capacité d'atteindre la Corée du Sud ou le Japon. L'engin pourrait toucher des cibles à 4 000 km en cas de charge légère, et donc, en principe, frapper Guam, île du Pacifique située à 3 380 km de la Corée du Nord et où se trouvent 6 000 soldats américains.

D'après le conseiller pour la sécurité nationale de la présidente Park Geun-hye, Pyongyang pourrait effectuer cet essai autour du 10 avril, date à laquelle le régime communiste a indiqué ne plus pouvoir garantir la sécurité des missions diplomatiques étrangères. Les essais pourraient survenir avant le 15 avril, anniversaire de la naissance du défunt fondateur du régime communiste, Kim Il-sung. C'est également peu avant cette date que la Corée du Nord avait effectué un tir - raté - de fusée en 2012, considéré par Washington comme un tir de missile balistique. *« Il n'y a aucun signe de préparatifs pour une guerre à grande échelle pour l'instant, mais le Nord doit s'attendre à des représailles en cas de guerre localisée »*, a prévenu ce conseiller.

LE JAPON ENVOIE DES DESTROYERS POUR INTERCEPTER UN ÉVENTUEL MISSILE

Alors que ces informations commençaient à filtrer, le Japon a ordonné dimanche à ses forces armées d'abattre tout missile nord-coréen qui viserait son territoire. L'ordre, donné par le ministre de la défense japonais, Itsunori Onodera, va se traduire notamment par le déploiement en mer du Japon de destroyers équipés du système d'interception Aegis, a précisé un porte-parole.

« Nous ne tiendrons pas de conférence de presse spéciale car nous n'entendons pas être sous l'emprise des provocations nord-coréennes, et la Corée du Nord aurait des indications sur notre stratégie si nous donnions des détails en public », a poursuivi ce porte-parole, sous couvert de l'anonymat. *« Il n'existe pas une grande probabilité que ce missile vise le Japon, mais nous avons décidé de nous préparer à toute éventualité »*, a indiqué une source gouvernementale à l'agence Kyodo.

Le dernier essai nucléaire de Pyongyang avait été mené avec succès le 12 février. Il avait provoqué un renforcement des sanctions de l'Organisation des Nations unies à l'encontre du régime nord-coréen, qui n'a depuis cessé de multiplier les provocations et les mises en garde.

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a appelé lundi la Corée du Nord à éviter toute *« nouvelle provocation »*.

INFORMATIONS SUR LA STRATÉGIE DE WASHINGTON ET DE SÉOUL

Affirmant être en *« état de guerre »* avec la Corée du Sud voilà près d'une semaine, la Corée du Nord menace de frapper des objectifs américains et a bloqué l'accès à la zone industrielle de Kaesong, exploitée en commun avec Séoul. Pyongyang a par ailleurs annoncé son intention de redémarrer un réacteur nucléaire arrêté en 2007, malgré les résolutions de l'Organisation des Nations unies lui interdisant tout programme atomique, et a déployé deux missiles sur sa côte est.

C'est dans ce contexte tendu que les Etats-Unis ont toutefois décidé de jouer l'apaisement en reportant un essai prévu en Californie de missile Minuteman 3, un missile balistique intercontinental à ogive nucléaire. Ce missile devait être tiré cette semaine de la base aérienne de Vandenberg, en Californie.

Selon un responsable de la défense, le secrétaire à la défense, Chuck Hagel, a décidé ce report afin d'éviter que l'essai *« puisse être considéré comme exacerbant la crise avec la Corée du Nord »*. Séoul et Washington ont également annulé une réunion prévue le 16 avril à Washington entre le général Martin Dempsey, chef de l'état-major interarmées américain, et son homologue sud-coréen, le général Jung Seung-jo.

Le *New York Times* a dévoilé par ailleurs dimanche soir des informations sur le plan adopté conjointement par les Etats-Unis et la Corée du Sud pour riposter aux provocations de Pyongyang. Citant des responsables américains sous couvert de l'anonymat, le journal explique que cette nouvelle stratégie de *« contreprovocation »* a pour but de *« répondre de la même façon »*,

immédiatement mais proportionnellement, à la Corée du Nord si elle décide de lancer une attaque terrestre ou un missile. Selon ce plan, la réponse à une attaque nord-coréenne se ferait avec des armes identiques, précise le *New York Times*. Si la Corée du Nord venait à bombarder des installations militaires sur une île sud-coréenne, le plan prévoit que Séoul réplique avec un tir de barrage d'artillerie de même intensité, ajoute le quotidien américain.

Pas d'évacuation des diplomates russes

La Russie ne prévoit pas pour l'instant d'évacuer ses diplomates de Corée du Nord, en dépit de l'avertissement des autorités nord-coréennes suggérant aux ambassades étrangères d'envisager cette possibilité, a indiqué lundi l'ambassade russe à Pyongyang. « *Tout est calme à Pyongyang* », a souligné le porte-parole. - (avec AFP)

Le commandant des troupes américaines en Corée annule un déplacement à Washington

Le commandant des troupes américaines en Corée du Sud, le général James Thurman, a annulé un voyage prévu à Washington cette semaine en raison des tensions avec la Corée du Nord.

Le général devait s'exprimer devant trois commissions parlementaires sur la réponse américaine aux menaces proférées par les autorités nord-coréennes.

Cette décision démontre à nouveau la prudence et l'inquiétude des Etats-Unis après plus d'un mois de rhétorique agressive de la part des Nord-Coréens, qui ont brandi la menace d'une attaque nucléaire contre des intérêts américains.

* Le Monde.fr avec AFP et Reuters | 08.04.2013 à 04h57 • Mis à jour le 08.04.2013 à 10h40.

Crise en Corée : l'avertissement de Pékin

Dans un contexte de vives tensions dans la péninsule Coréenne, le président chinois, Xi Jinping, estime qu'il faut éviter de précipiter l'Asie dans le chaos. « *Personne ne devrait être autorisé à précipiter dans le chaos une région, et à plus forte raison le monde entier, par égoïsme* », a déclaré Xi sans désigner ni la Corée du Nord, ni les Etats-Unis ou même faire mention des contentieux maritimes de Pékin avec le Japon et d'autres pays de la région.

« *Nous devons agir de façon concertée pour résoudre de grandes difficultés afin d'assurer la stabilité en Asie* », laquelle « *fait face à de nouveaux défis tant que surgissent des questions sensibles et qu'existent des menaces sécuritaires traditionnelles et non traditionnelles* », a-t-il dit.

S'exprimant en présence de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement au Forum économique annuel de Boao, dans l'île méridionale de Hainan, M. Xi a appelé la communauté internationale à défendre « *une vision pour une sécurité globale, commune et coopérative* ». Assistaient notamment au forum le président birman, Thein Sein, la première ministre australienne, Julia Gillard, et la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde.

Au cours d'un entretien téléphonique avec le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le ministre des affaires étrangères chinois, Wan Yi, a fait part de « *sa grande inquiétude* » concernant les tensions croissantes dans la péninsule Coréenne. « *Nous nous opposons à tout acte et toute déclaration provocants de quelque partie dans cette région, et nous ne permettrons pas de perturbations aux portes de la Chine* », a-t-il dit selon un communiqué diffusé samedi soir. Selon le *New York Times*, les Etats-Unis pressent la Chine de faire pression sur le régime communiste nord-coréen sous peine d'avoir à se résigner à un renforcement significatif de la présence américaine dans son voisinage immédiat.

LA SUISSE PROPOSE SA MÉDIATION

Le ministre des affaires étrangères suisse a pris contact avec la Corée du Nord pour proposer la médiation de son pays face à la montée des tensions, a annoncé une de ses porte-parole. « *La Suisse est disposée à contribuer à la détente dans la péninsule Coréenne et est toujours prête à contribuer à la recherche d'une solution, si tel est le vœu des parties, par exemple en accueillant des rencontres entre celles-ci* », a déclaré la porte-parole dans un communiqué diffusé par Internet.

Grâce à son statut de pays neutre, la Suisse offre souvent sa médiation dans les conflits internationaux pour accueillir des négociations de paix. Le ministère des affaires étrangères suisse dit avoir participé à plus de 15 dossiers de négociations ces sept dernières années, notamment sur la Colombie, l'Ouganda et le Népal.

FONCTIONNEMENT NORMAL DE L'AMBASSADE CHINOISE À PYONGYANG

La Chine a annoncé dimanche que son ambassade en Corée du Nord fonctionnait normalement et a demandé au régime communiste nord-coréen de garantir la sécurité de ses diplomates, de ses ressortissants et de ses investissements dans ce pays. « *Pour le moment, les tensions sur la péninsule Coréenne ne cessent de s'amplifier et la Chine exprime sa vive préoccupation à ce sujet* », écrit le ministère des affaires étrangères chinois dans un communiqué. La Corée du Nord a informé les missions diplomatiques qu'elle ne pourrait plus assurer leur sécurité à partir de mercredi après avoir jugé un conflit inévitable en raison des actuelles manœuvres militaires conjointes entre la Corée du Sud et les Etats-Unis.

William Hague, le ministre des affaires étrangères britannique, a déclaré dimanche qu'il n'y avait pas de « *nécessité immédiate* » de retirer les diplomates britanniques de Corée du Nord, après l'avertissement de Pyongyang suggérant aux ambassades étrangères d'envisager l'évacuation de leur mission. « *Nous ne devons pas répondre [...] à cette rhétorique et l'annonce d'une menace externe à chaque fois [que les Nord-Coréens] en font* », a-t-il estimé.

Outre-Rhin, le ministre des affaires étrangères allemand, Guido Westerwelle, a jugé dimanche que la Corée du Nord doit assurer la sécurité des ambassades sur son sol. « *Il y a des règles claires en vertu du droit international qui lient également la Corée du Nord. Que la Corée du Nord attise les tensions est irresponsable et constitue une menace réelle pour la paix et la sécurité dans la région* », a déclaré son ministère.

REPORT DE LA RÉUNION DES CHEFS D'ÉTAT-MAJOR INTERARMÉES

La Corée du Sud et les Etats-Unis jouent l'apaisement en reportant une importante réunion militaire qui devait se tenir mi-avril à Washington. Le général Martin Dempsey, chef de l'état-major interarmées américain, et son homologue sud-coréen, le général Jung Seung-jo, devaient débattre de leur politique conjointe face à la Corée du Nord et d'autres sujets lors de leurs entretiens annuels le 16 avril.

La Corée du Sud s'inquiétait d'une possible provocation nord-coréenne en l'absence sur le territoire sud-coréen du chef de ses armées, selon l'agence de presse sud-coréenne Yonhap.

* Le Monde.fr avec AFP et Reuters | 07.04.2013 à 08h27 • Mis à jour le 07.04.2013 à 13h46.

Corée du Nord : Paris « n'envisage pas » d'évacuer les Français sur place

La Corée du Nord, qui a installé un deuxième missile de moyenne portée sur sa côte est, alimentant les craintes d'un tir imminent, a averti vendredi 5 avril qu'elle ne pourrait pas garantir la sécurité des missions diplomatiques à Pyongyang à compter du 10 avril en cas de conflit. D'après un porte-parole russe, les autorités ont suggéré à Moscou d'« *envisager* » l'évacuation de son ambassade, « *compte tenu de l'aggravation de la situation sur la péninsule* ».

Pyongyang abrite une vingtaine de représentations étrangères et quelques organisations internationales. Les chefs des missions diplomatiques de l'Union européenne présents se réuniront samedi dans la capitale « *pour discuter d'une position commune et d'une action commune* » concernant leur personnel diplomatique, a fait savoir le ministère des affaires étrangères bulgare.

Les autorités britanniques ont dit avoir été interrogées par les Nord-Coréens sur leur intention de maintenir ou non leur ambassade. Il n'y a cependant « *pas de projet immédiat* » de l'évacuer, a affirmé Londres. « *Nous pensons que les Nord-Coréens ont adopté cette démarche dans le cadre de leur offensive rhétorique selon laquelle les Etats-Unis sont une menace pour eux* », a déclaré une porte-parole du ministère des affaires étrangères.

Paris, qui « *prend la situation au sérieux* » et demande « *instamment* » à Pyongyang « *de s'abstenir de toute nouvelle provocation* », « *n'envisage pas* » non plus d'évacuer les quelques Français sur place.

Le ministère des affaires étrangères allemand estime qu'« *à ce stade* » son ambassade peut travailler en Corée du Nord, tout en précisant que sa sécurité était évaluée en permanence.

BIENTÔT UN TIR DE MISSILE ?

A Washington, la Maison Blanche n'exclut pas un éventuel tir de missile nord-coréen. Un haut responsable du gouvernement sud-coréen a en effet « *confirmé que la Corée du Nord avait transporté en train, en début de semaine, deux missiles Musudan, de moyenne portée, vers la côte est, et les avait installés sur des véhicules équipés d'un dispositif de tir* ».

Le Musudan, montré publiquement pour la première fois à l'occasion d'un défilé militaire en octobre 2010, aurait une portée théorique de 3 000 kilomètres, soit la capacité d'atteindre la Corée du Sud ou le Japon. L'engin pourrait toucher des cibles à 4 000 km en cas de charge légère, et donc, en principe, frapper Guam, île du Pacifique située à 3 380 km de la Corée du Nord et où se trouvent 6 000 soldats américains.

UN DRONE AMÉRICAIN AU JAPON

En réaction au train de sanctions adopté par l'ONU après un nouvel essai nucléaire nord-coréen

début février, Pyongyang multiplie les menaces apocalyptiques ces dernières semaines. Des sources militaires citées par l'agence de presse nord-coréenne Yonhap soulignaient jeudi que le Nord pourrait procéder à un tir le 15 avril, date anniversaire de la naissance du fondateur du régime communiste nord-coréen, Kim Il-Sung, mort en 1994.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a rappelé jeudi que « *la menace nucléaire n'(était) pas un jeu* » et dit craindre que « *toute erreur de jugement dans cette situation puisse provoquer une crise aux conséquences très graves* ». De son côté, la presse japonaise a indiqué samedi que l'armée américaine était sur le point de déployer un avion espion sans pilote sur une de ses bases au Japon dans le but de renforcer la surveillance de la Corée du Nord. Une exemplaire de drone Global Hawk devrait être stationné sur la base aérienne américaine de Misawa, au nord du Japon. Il s'agirait alors du premier déploiement d'avion de surveillance de ce type dans l'archipel, selon le quotidien de droite *Sankei Shimbun*, qui cite des sources gouvernementales.

D'autre part, l'accès à Kaesong, devenu un pion stratégique dans la guerre des mots que se livrent Pyongyang et Washington, est resté fermé samedi matin, la Corée du Nord refusant depuis mercredi l'entrée du site aux Sud-Coréens qui s'y rendent quotidiennement pour travailler. Plusieurs camions sud-coréens chargés de ravitailler le site ont été contraints de rebrousser chemin sur injonction nord-coréenne.

* Le Monde.fr avec AFP | 06.04.2013 à 06h02 • Mis à jour le 07.04.2013 à 04h31
